

*«Les grands États ont de grands inconvénients. Les lois partent d'un lieu tellement éloigné de ceux où elles doivent s'appliquer que des erreurs graves et fréquentes sont inévitables.»*

Il était déjà là quand les légions d'une ville marchaient sur les libertés grecques, il était là quand un autre Empire redressait l'Aigle bicéphale vers le ciel, il était là quand les Nations souhaitaient s'imposer les unes aux autres par les feux de l'industrie et il sera encore là lorsqu'une nouvelle et impossible illusion souhaitera à son tour s'imposer à l'ordre naturel des choses. Il sera sans doute toujours là, ce fantôme centraliste, ce rêve d'un État colosse qui étend ses lois bienveillantes et efficaces sur une masse hétéroclite. Une masse sans autre dénominateur commun que ce sympathique tyran, qui prétend pouvoir tout réguler, depuis le même trône, au centre de tout et proche de rien.

Lorsque la Réforme, les intellectuels et les idées qui se répandaient sur l'Europe justifiaient que l'on nommât ce siècle celui des Lumières, tous les autocrates, petits tyrans de province ou empereurs d'un droit prétendument divin, enviaient le modèle français de centralisme absolu, où les Louis se succédaient pour hériter du monopole de la tyrannie. Et s'ils admiraient l'absolutisme, c'est parce qu'ils le croyaient efficace. En un point et un point seul, il l'était : la guerre.

Lorsqu'il s'agissait de détruire le produit de la paix, l'État centralisé demeurait en effet un maître inégalable... et gourmand ! La décision se prenait aisément. La conquête flattait le prince, son égo se nourrissait de l'expansion des frontières. Son armée, il la voulait toujours plus grande, plus belle, plus enviée. Heureusement, il n'avait ni à produire ni à apprécier les richesses, l'État c'était lui, il pouvait saisir à tout moment, ponctionner ici, voler là. La justification venait d'elle-même, il prenait parce qu'il pouvait. Et tant pis si en prenant il tuait l'entrepreneur, tant pis si en prenant il violait jusqu'à l'idée même du Juste. Mais, alors que les tyrans amateurs et professionnels, aspirants ou établis, se rêvaient les Bourbon de demain, à l'ombre d'un Empereur minimal, ceux qu'aucun aigle impérial n'avait jamais soumis entretenaient encore discrètement la tradition de la liberté

Et, entre des guerres de trente, de neuf, de sept ans, les siècles s'écoulaient et les temps changeaient.

Le monde devenait plus grand, les forces du commerce et de l'innovation imposaient leur dynamisme à l'inertie des vieux royaumes. L'Empire d'hier allait de Brest à Besançon, il voguait maintenant d'Amsterdam à Sumatra. Le poids, jadis pesant, de l'administration excentrée devint insoutenable. Le pays qu'on prétendait réguler, on ne l'avait même jamais vu, on régnait par un bouche-à-oreille, par des cartes mal dessinées, on régnait à l'aveugle. La taxe, de simplement injuste, devenait absurde. Le centralisme ne se contentait plus de drainer, il asséchait.

Vint alors le sursaut, inespéré et pourtant bien évident. Les Nouveaux Mondes répudièrent les uns après les autres leurs maîtres ignorants qui prétendaient imposer sans comprendre. De la même façon, quand sur le Vieux Continent on signa la loi de trop, la liberté éclata en multitudes, portée par des centaines d'individus qui, tout soudain, arrachèrent l'Europe à la démarche trop lente du monde et la projetèrent tête la première vers le progrès et l'ascension du genre humain tout entier. Cette masse, finalement éveillée, gorgée d'idées éternelles théorisées hier par des penseurs discrets, imposa enfin le mariage si naturel du progrès et de la liberté.

Mais déjà, la lourde machine de la bureaucratie centralisatrice se relançait à leur poursuite. Péniblement, elle retournait à l'assaut de ces pionniers libéraux, dont les succès fantastiques et révolutionnaires soulignaient trop sa propre médiocrité. En effet, si la multitude libérale, la force décentralisée prouvait par la productivité et l'innovation sa Vérité, le rêve de la centralisation pensait, lui, toujours pouvoir prouver la sienne, en faisant usage du feu et de l'acier dérobé aux entrepreneurs.

Ce ne fut qu'après deux bals de la barbarie, après deux quintessences de la décadence où le fruit de la liberté fut perverti en outil de destruction, que l'Europe épuisée se releva enfin, dans les cendres.

L'on décréta que l'époque des guerres était révolue ! Pour un temps du moins, voici qu'était venu l'âge des traités, des guerres froides et des paix tièdes. Un âge pendant lequel le rêve centralisateur allait encore une fois pouvoir se réinventer. Car l'après-ruine explosait déjà trop vite, l'économie réussissait une fois de plus avec une vigueur qui dérangeait plus qu'elle fascinait. La science et l'économie se nourrissaient l'une de l'autre, jusqu'à devenir indissociables. La première fournissait les moyens, la seconde abattait les limites.

Plus que jamais, l'innovation d'un jour tournait en ridicule toutes celles qui l'avaient précédée. Le bureaucrate, tremblant, regardait grandir les marchés. La roue tournait et s'emballait, celle du progrès emportant avec elle celle de la fortune. Les colosses d'hier étaient dépassés par les petits d'aujourd'hui. Dans le Sud-Est asiatique, de nouveaux dragons rugissaient entre des empires millénaires. Dans la vieille Europe, les grands centralisés, à bout de souffle, coupés de leurs empires coloniaux, en manque de richesse à ponctionner, étaient finalement dépassés par le génie discret des humbles.

Mais au lieu d'applaudir, d'admettre, et de tirer sa révérence, l'on se mit à cultiver la peur, la rhétorique spécieuse et les sophismes flatteurs pour justifier que, plus que jamais, la centralisation était nécessaire. Il fallait à tout prix continuer de légiférer, organiser, dompter ce chaos, productif, certes, mais libre, et par là même irritant à l'œil du bureaucrate.

Le centraliste, toujours allergique aux fruits d'un excès de liberté, ne souhaitait que plus ardemment étendre l'ordre restrictif des ordonnances rédigées à la va-vite depuis un palais éloigné.

Et quand la liberté lui résistait, il fallait bien une raison pour lui répondre. Le voilà qui se mettait à draper son autorité dans celle du peuple. Il se faisait élire, ou se prétendait simplement élu, sans penser à Constant, qui avait déjà pourtant souligné que l'autorité de la volonté générale n'est pas source de légitimité ou de justice en soi. Cette fois encore, l'autorité n'était rien d'autre que l'arbitraire déguisée en nécessaire, le fantôme de ce vieux rêve qui vole de siècle en siècle, d'Aigle en Aigle, d'échec en échec, et dont le seul produit semble être une machine à magnifier l'absurde, à contraindre l'ambition et à ralentir le monde.

En vérité que pèse cette constatation saine et simple face aux rêves des bureaucrates ? Après tout, l'État, la Fédération, l'Europe, rien n'est jamais trop grand pour l'ambition centralisatrice. Des lois qui auraient été trop générales pour deux communes, on les veut nationales, ou même européennes. Ce qui est bon pour les plages espagnoles doit aussi l'être pour les forêts polonaises, non ? Et pourquoi s'arrêter là ? Les lois sur la coupe du bois ne devraient-elles pas être mondiales ? Voire universelles ? Au fond, pourquoi laisser l'absence de forêts ou de bûcherons empêcher le technocrate de légiférer sur l'export du bois martien ?

Le bon sens n'a jamais arrêté le fantasme centraliste. Encore aujourd'hui on chante bien volontiers les mérites des grands : grands États, grandes lois, grandes alliances... ignorant à dessein les succès merveilleux des petits. L'on en oublie de se questionner sur les conséquences naturelles de la centralisation, sur les inévitables suites d'un pouvoir toujours plus lointain et plus absolu. La toute première des conséquences, c'est bien souvent l'injustice. Une injustice totale, fruit non pas d'une quelconque malveillance, mais plutôt d'une absurdité qui ne sait naître que dans la distance et la mécompréhension.

Voyons ! Si on le contraignait à se tenir à côté de lui durant son labeur, si on le maintenait assez près pour sentir la sueur d'un travailleur ou d'une travailleuse, quel prince, quel autocrate, quel bureaucrate oserait sans frémir expliquer qu'il est naturel de saisir son bien au nom d'un intérêt

commun ébauché dans la lointaine capitale ? Non ! La tyrannie est trop malaisée dans la proximité. Le monstre cherche la distance comme il craint la lumière. C'est loin du peuple qu'il prospère, cet homme qui change de nom avec les siècles ; roi hier, bureaucrate aujourd'hui, tyran toujours.

Et pourtant l'on ne cessera sans doute jamais de crier que l'État centraliste n'est pas mauvais mais remède ! Qu'importe les aberrations ! Qu'importe les échecs ! L'idée dépasse l'expérience ! Le rêve efface le réel ! Les bonnes intentions suffisent à justifier l'action ! Car elles sont bonnes ces intentions, ces vertus locales qu'on veut imposer à tous, ces solutions d'un jour qu'on souhaite éternelles. Le commandement de l'état colosse porte donc loin, il s'élance, se réverbère en écho, se déforme. La circulaire lapidaire d'un quelconque ministre passe entre cent mains avides d'appliquer, d'interpréter, de réinterpréter, et qui sait ? Peut-être encore de légiférer un peu... Arrivé aux confins du pays le mot de la capitale est devenu absurde. Cependant il se trouve encore sur place, des fonctionnaires zélés, avides d'appliquer, d'ordonner, et de tordre encore un peu plus une législation déjà rendue monstrueuse par le prisme de la distance.

Le fond du drame, la chute de la blague, réside dans cette apparente incapacité à abandonner le rêve, dans cette obstination d'alimenter sans relâche la machine centraliste, tantôt par ambition, tantôt par peur d'une liberté trop pesante. C'est dans cette équation impossible qui veut faire rimer régulation avec liberté, que les illusions folles du penseur qui confond hypothèses et réalités, prennent racine. Oh ! Il existe leur monde ! Monté sur les pieds tremblants d'hypothèses boiteuses ! Il existe péniblement, dans un fantasme nécessaire ! S'il est juste de prendre la sueur de l'homme ! Si le fonctionnaire efficace existe ! Si la machine de l'État pouvait ne plus ralentir celle de l'économie ! Si les cercles étaient carrés ! *Si ! Si ! Si !* Et six cents « si » plus tard... *Si* leur monde existe ! Le pragmatique ne peut que regarder passer, un peu désolé, le cortège des désillusions engendrées par ces chimères. Il regarde le monstre se nourrir de sa nécessité autoproclamée et produit parfois dans l'ombre quelques pensées, entretenant la belle idée de liberté.

Parmi ces pragmatiques, ces lucides trop discrets, il y avait un jour Constant. Il y avait des poètes, des penseurs du Droit, de l'Économie ou de la Société. Il y avait aussi la foule des silencieux et des travailleurs, détentrice de la simple intuition du Vrai, ignorante de la guerre des idées. Cette foule qui parfois soupçonne que si les penseurs font toujours le bruit, que si les intellectuels enrichissent les esprits, les véritables acquis viennent souvent d'elle. De cette masse qui devine quelquefois que si certains espèrent la liberté, d'autres, qui la comprennent mieux, l'exigent.